

Vive l'Europe fédérale

Léon Blum rappelle inlassablement à ses camarades socialistes que « nous ne sommes pas comme les autres ». Le parti socialiste existe pour dépeindre les contours d'un monde meilleur. Au-delà de l'immédiat, au-delà du programme électoral d'un Maire ou d'un Président qui se concentrerait sur le court et le moyen terme, notre parti doit proclamer le futur auquel nous aspirons. Traiter l'immédiat est le rôle de l'élu, envisager les prochaines quatre années est le rôle d'un programme, décrire le futur pour l'Europe est le rôle que nous nous assignons dans cette contribution.

Nous souhaitons que le parti socialiste soutienne le projet d'une Europe fédérale

L'Union européenne sera fédérale ou ne sera pas. Dans un monde où l'instabilité progresse rapidement, le futur de l'Union n'est pas garanti, pire le futur de l'Europe est en péril. La fin de l'Union européenne marquera la fin de l'Europe comme modèle. Le modèle d'un monde démocratique face à celui, autoritaire, représenté par la Chine et la Russie ; un modèle respectueux de l'homme, de sa santé et de son bien-être, face à la dictature du marché américain. C'est notre intérêt, notre rôle et notre responsabilité de sauvegarder consciencieusement notre modèle, pour nous, mais également pour nos enfants ; ceci pour montrer qu'un autre modèle existe.

Pour qu'elle puisse survivre et prospérer, l'Europe doit opter pour le fédéralisme. Un État européen ne signifie pas la disparition de l'identité des peuples, n'augure pas d'une uniformisation générale. Nos langues, nos cultures, notre histoire constituent notre richesse. Quel rapport entre la sauvegarde de ce patrimoine et l'absence d'Europe fédérale ? Aucun. L'opinion inverse est utilisée dans un unique but : réveiller la peur, diviser pour mieux régner. La meilleure garantie de sauvegarde de toutes ces richesses est une indépendance véritable. Un pays européen ne peut seul faire face à des géants tels que les États-Unis ou la Chine. Pour éviter de devenir aujourd'hui un État satellite des États-Unis, et demain de la Chine, nous n'avons qu'une option, l'unité. N'oublions pas qu'ensemble, les pays de l'UE constituent la première puissance mondiale.

Nous devons parvenir à une Europe politique ayant un élément pivot, une vraie élection européenne

Le projet d'une Europe fédérale comprend des pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire européens. Si le judiciaire existe, l'exécutif et le législatif font défaut. Actuellement, le législatif n'a d'européen que le nom, cette élection est en effet nationale, et chaque pays envoie ses représentants au parlement européen afin de représenter ses intérêts et non une sensibilité européenne commune. L'exécutif européen est aussi une mosaïque de politiciens nationaux, nommés par leur pays, pour représenter leurs intérêts. Les États sont partout, l'Europe nulle part. Quelle solution ? L'élection européenne doit avoir une circonscription unique, l'Europe, sous la forme d'un scrutin de liste à la proportionnalité intégrale. Ces élus de l'Europe donneront leur confiance à un gouvernement issu de la majorité parlementaire.

Nous voulons créer un parti socialiste européen unifié

Une Europe fédérale nécessite un parti socialiste unifié, avec maintien de ses instances nationales et territoriales locales. Il faut, en haut de pyramide, des structures européennes capables de soutenir, aider et guider les différentes instances nationales.

Même avant la réalisation d'une élection européenne, les socialistes européens ont du bénéfice à tirer de cette structure. Elle nous permettra de nous enrichir et de faire avancer plus efficacement la cause

socialiste en Europe, de nous soutenir mutuellement, mais également d'acquérir le pouvoir et surtout de le conserver.

Nous exigeons une harmonisation fiscale et sociale en Europe

L'Europe ne peut pas être l'arène d'une guerre économique déloyale de tous contre tous, conduisant à la perte de tous ; il ne peut y avoir de marché commun sans une fiscalité harmonisée. Les effets d'une fiscalité différenciée, combinés à la différence des niveaux de vie donc des salaires dans chaque pays, créent une injustice qui contribue au sentiment anti-européen. L'Europe sera acceptée seulement si l'harmonisation du niveau de vie se fait vers le haut et non vers le bas. On rêve d'une Europe où le niveau de vie sera égal pour tous, de l'est à ouest et du nord au sud. Si l'harmonisation du niveau de vie peut être encouragée, elle ne peut pas être décrétée ; la fiscalité, en revanche, peut et doit être harmonisée. Une fiscalité harmonisée ne veut pas dire identique pour tous, mais signifie simplement que des décisions communes doivent être prises sur la base de critères objectifs et dans l'intérêt de tous.

Nous affirmons la nécessité d'une armée européenne

La parenthèse enchantée dans laquelle notre défense était américaine est aujourd'hui révolue. L'Europe et son demi-milliard d'habitants ne peut déléguer sa défense. À plus d'une occasion, l'Europe a prouvé au monde qu'elle n'a pas les moyens de ses ambitions. À côté de nous, la Russie a imposé sa volonté à l'Ukraine et à la Géorgie, et l'Europe a été incapable de réagir. En Syrie, un dictateur a massacré sa population, et nous avons été incapables de réagir. La Turquie occupe une partie d'un pays membre, assujettit une partie du territoire Kurde, envahit les eaux territoriales européennes et l'Europe est incapable de réagir. Aujourd'hui, la Suède augmente de 40 % son budget militaire à cause de la menace russe, l'Europe sera-t-elle capable de réagir pour défendre son propre territoire ?

Combien de temps l'Europe permettra-t-elle à des pouvoirs de deuxième et troisième rang de lui dicter l'ordre du jour ? L'Union européenne a la troisième plus grande population au monde et figure parmi les plus éduquées ; elle a de plus, une économie qui compte parmi les plus fortes ; elle ne peut donc être prise en otage par des Poutine et des Erdogan. Une armée européenne est absolument nécessaire si nous souhaitons la paix, car notre faiblesse encourage certains à nous tester. Une capacité d'intimidation européenne, une capacité de réaction, sont les meilleurs moyens de garantir la paix. La menace militaire stricto sensu, même si improbable, ne peut être exclue.

Nous réclamons une Europe capable d'imposer le respect de ses principes fondateurs, même au prix extrême de l'exclusion d'un pays de l'Union

L'Union européenne est basée sur la démocratie, le respect des droits de l'Homme, le souci de l'Égalité, de la Liberté, de la santé publique et du combat contre le réchauffement climatique. On ne peut tolérer que des pays membres de l'Europe piétinent ces valeurs. Les droits de l'Homme, des femmes, des minorités et de la communauté LGBTQI+ ne sont pas négociables.

L'appartenance à l'Union européenne exige le respect de tous ses principes. Un pays qui décide de combattre sa propre démocratie, sa justice, ses femmes et la communauté LGBTQI+ ne peut concilier la mise en œuvre de ses politiques avec une adhésion à l'Union. Le modèle fédéral européen offrira à l'Union européenne et à ses citoyens des moyens plus efficaces pour garantir ces droits fondamentaux.

Nous sommes à un moment charnière de l'histoire européenne où la conscience politique européenne doit se réveiller en proposant un modèle fédéral européen, protecteur des droits et des libertés des citoyens européens.

Beaucoup d'ambitions, et parallèlement beaucoup de points restent à déterminer. Ces demandes sont récurrentes au sein de nos débats de section et démontrent la vitalité de l'engagement européen des socialistes. Il nous semble que ces principes ouvrent une voie. Les modalités seront à développer lors de l'élaboration des futurs programmes politiques. À chaque jour ses combats.